

CONTRIBUTION A L'ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE

Michel DUVIGNAC Président de l'association « Port du Canal Patrimoine Gujanais¹ ».

Gujan-Mestras le 14/12/2017

DRAGAGE des Ports de GUJAN MESTRAS : GUJAN, LARROS, CANAL

Avis 2017 – 4849 Préfet Nouvelle Aquitaine Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine/ Mission Evaluation environnementale/Pôle projets

Note du 13/07/2017 Avis de l'autorité environnementale

En préambule il convient de rappeler que le 13/07/2017 (arrêté préfectoral du 11/07/2017) **le Syndicat mixte des ports du Bassin d'Arcachon (SMPBA)** s'est substitué au Conseil départemental (initiateur de cette enquête) pour la gestion des ports de Gujan-Mestras (et d'autres : 14 au total) concernés par le présent projet.

Sur les caractéristiques du projet :

Nature des opérations : « dragage et curage d'entretien sur période décennale ». Pas d'observation compte tenu de la nécessité et l'urgence de tels travaux.

Objectif de ces opérations : « maintenir les tirants d'eau suffisants pour la libre circulation des exploitations ostréicoles ».

En réalité le projet porte non seulement sur la libre circulation des exploitations ostréicoles ce qui est la moindre chose, mais aussi et surtout à entretenir des cales et bassin à flots à usage exclusif d'une entreprise privée (bassin à flots et cale du CANAL). Même si les volumes traités sont moindres pour les pieds de cales leur fréquence est rapprochée (2 ans) ; Quant au bassin à flots de Larros, on ne peut que regretter sa conception qui engendre outre une fréquence de dragage d'entretien rapprochée (3 ans) mais également des volumes importants. La conjugaison de ces deux facteurs pose outre la question budgétaire, une interrogation légitime de l'utilité et de l'efficience d'un tel ouvrage.

Ports et chenaux d'accès :

Peut-on connaître le détail des surfaces avancées pour les ports et chenaux d'accès à savoir :

¹ Association Port du Canal Patrimoine Gujanais PCPG N° 906911 sous préfecture du Bassin d'Arcachon JO N°6 du 11/02/2006

7 500 m²/ GUJAN ; 6 000 m² /LARROS ; 6300m² /CANAL. Elles semblent très en deçà de la réalité.

A titre d'exemple s'agissant du port du Canal, Il est composé de trois darses aux caractéristiques approximatives ci après :

Darse Est : 180 m * 20 m = 3 600 m²

Darse centrale : (200 m +120 m) * 18 = 5 760 m²

Darse Ouest : 180 m * 25 m = 4 500 m²

Soit un total pour les seules darses portuaires de plus de 10 000 m² (environ 13 à 14 000 m²) !

Même question pour les volumes à traiter par port : détail précis (hydraulique, curage) avec longueur des chenaux d'accès dragués. A noter qu'aucun volume n'est avancé dans le document officiel sus visé pour LARROS hormis le Bassin à flots qui à lui seul ferait : 5 000 m³ !!!

D'après ce document le volume total cité : « 25 000 m³ serait de 5 250 m³ Le Canal ; 13 200 m³ Port de Gujan »...il resterait donc 6 550 m³ pour Larros !!! Dont 5 000 m³ pour le bassin à flots...L'incohérence des chiffres avancés mérite vérification et précisions car ils doivent in fine être mis en relation avec les lieux et les capacités de stockage.

Observations générales :

Si on ne peut que se réjouir de voir enfin certains ports de GUJAN-MESTRAS dragués après plus de 10 (voire 20 années ou plus) d'abandon, les engagements de réalisation (hormis le port de GUJAN pour 2018) restent imprécis et tardifs. Sans ignorer les coûts budgétaires non négligeables mais supportables eu égard à ce qui est fait par ailleurs par le SIBA, il serait souhaitable que les dragages des deux autres ports concernés soient effectifs à l'horizon 2020/2021 au plus tard.

Il paraît utile de rappeler que la commune de Gujan-Mestras qui regroupe la moitié de la profession ostréicole du Bassin est le parent pauvre en matière de dragage depuis plus de deux décennies. Il est donc regrettable que le SIBA compétent en la matière n'ait jamais investi au dragage des ports ostréicoles de cette commune (hormis La Barbotière en 2009).

Pourquoi le contribuable Gujanais, financeur de cet organisme au même titre que celui des autres communes du Bassin n'aurait-il pas droit aux mêmes prérogatives ? Des budgets annuels non négligeables sont consacrés à l'ensablement des plages du Pyla, Moulleau, Pereire, Arcachon, Cap Ferret² ... ou épisodiquement au dragage du port d'Arcachon. Enfin durant la dernière décennie des travaux maritimes ont été effectués par le même SIBA sur d'autres ports : Arès (2007/2016) et chenal d'accès (2008) ; Port d'Andernos (2008/2009/2010) ; Port de Fontainevieille (2015/2016) ; Port de Taussat (2011) ; Port de Cassy (2010) ; Port d'Audenge (2007/2009/2014/2017) ; Port des Tuiles (2006/2017) ; Port du Teich (2010/2017).

Alors, une simple égalité de traitement ou des compensations équivalentes doivent être obtenues par le SMPBA pour les ports dont il a la gestion situés sur le même et unique domaine public maritime (le Bassin d'Arcachon) que le syndicat intercommunal. A défaut, le contribuable Gujanais

² De l'ordre de 850 000 à 1 000 000 €

a été et sera encore financièrement doublement pénalisé (contribution au SIBA et au SMPBA) et ce sans aucune contrepartie.

Une autre sujétion de nature à réduire la fréquence des dragages et peut être parfois les supprimer est faite. Chaque fois que cela est possible, utiliser une darse de retenue d'eau existante en amont (où un courant d'eau douce, ruisseau naturel par exemple) pour une chasse d'eau (quotidienne si possible) pour « laver » la darse d'un port à marée basse.

Pour cela, il faut recréer ou réhabiliter en certains lieux les écluses de nos ancêtres. Le port du CANAL pourrait servir d'exemple concret à une telle réalisation car la darse actuelle de retenue existe. La remarque selon laquelle elle serait actuellement une réserve incendie pour un industriel nautique est inopérante à plusieurs titres. Il s'agit d'eau salée incompatible avec les moyens de lutte contre l'incendie. Depuis qu'elle existe, elle n'a jamais été utilisée à cette fonction ni à un quelconque exercice d'entraînement. Enfin, en l'absence d'entretien régulier son état actuel est déplorable et le système de vanne d'alimentation en eau, obsolète et inopérant. Pour preuve, le niveau de l'eau dans la darse de retenue est très inférieur au niveau de l'eau dans le port lui-même lors de la pleine mer.

Enfin et surtout la réhabilitation d'une véritable écluse ne serait pas incompatible aux deux fonctions (chasse d'eau, réserve) qui pourraient être éventuellement combinées sans soulever de problèmes techniques.

CONCLUSION :

Monsieur le Commissaire enquêteur je sollicite de conditionner votre avis :

- d'une part à des réponses précises et justifiées relatives aux interrogations visant les surfaces et volumes à traiter avec leur incidence sur les lieux et capacités de stockage.
- d'autre part (même si cela semble dépasser le cadre de votre mission) à la prise en compte d'arguments de bon sens et/ou de propositions simples et efficaces rappelées ci avant et visant à la préservation durable à moindre coût de ces sites d'exception.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Commissaire enquêteur, à l'expression de ma considération distinguée.

M DUVIGNAC MICHEL Président de l'association PCPG